

Question d'Europe

n°443

18 septembre 2017

Corinne DELOY

Autriche : vers le retour d'une coalition Parti populaire (ÖVP) - Parti libéral (FPÖ) ?

Le 15 octobre prochain, 6,4 millions d'Autrichiens âgés de 16 ans et plus désigneront les 183 membres du Conseil national (Nationalrat), chambre basse du Parlement. 16 partis politiques sont en lice pour ce scrutin, un record pour le pays. 6 partis sont de création récente : la Liste Peter Pilz, du nom de l'ancien député écologiste (il a quitté le parti le 17 juillet dernier) Peter Pilz, positionnée au centre gauche ; la Liste Libre Autriche (FLÖ), parti populiste d'extrême droite, fondée par Karl Schnell, ancien membre du Parti libéral (FPÖ) dont il a été exclu en 2015 (Barbara Rosenkranz, ancienne candidate du FPÖ à l'élection présidentielle du 25 avril 2010 a rejoint la Liste Libre Autriche et sera tête de liste dans le Land de Basse-Autriche) ; Mon vote compte (G!lt), créé par le comédien Roland Düringer ; Les Blancs (WEISSE), qui ont recruté Waltraud Dietrich, Leo Steinbichler et Ulla Weigerstorfer, trois anciens membres de la Team Stronach qui, cette année, ne se présente pas aux élections législatives ; le Mouvement pour l'avenir (NBZ) et, enfin, Les sans-abris en politique (ODP).

Les élections législatives du 15 octobre sont anticipées d'un an et consécutives à la démission, le 10 mai dernier, du vice-chancelier et dirigeant du Parti populaire (ÖVP) [1], Reinhold Mitterlehner, de toutes ses fonctions. Il a été remplacé par Sebastian Kurz, ministre de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères, élu quatre jours plus tard à la tête de l'ÖVP, et qui a demandé et obtenu du chancelier Christian Kern (Parti social-démocrate, SPÖ), un temps tenté par la conduite d'un gouvernement minoritaire, l'organisation d'un scrutin législatif anticipé. « Les grandes décisions sur la direction que doit prendre le pays doivent être confiées aux électeurs » avait indiqué Sebastian Kurz, ajoutant « Les élections législatives anticipées seraient la meilleure option pour permettre des changements en Autriche ».

Christian Kern a accusé l'ÖVP de ne pas avoir respecté son engagement de janvier 2017 de permettre l'adoption de plusieurs mesures qui auraient à la fois permis à la coalition gouvernementale de se maintenir et fait chuter le nombre des électeurs tentés par le Parti libéral (FPÖ), parti populiste de droite dirigé par Heinz-Christian Strache. Parmi les mesures citées figurent l'interdiction de se couvrir le visage dans les lieux publics (sous peine d'être sanctionné par une amende de 150 €), l'interdiction de la distribution du Coran, l'obligation pour les immigrés de suivre un

programme d'intégration durant un an (apprentissage de la langue allemande et cours d'éthique), l'obligation pour les demandeurs d'asile de réaliser des travaux d'intérêt public sous peine de se voir refuser l'accès aux allocations sociales.

La coalition gouvernementale a également été ébranlée par les arrivées massives de réfugiés venus du Moyen-Orient (notamment de Syrie et d'Irak) ou d'Afrique (d'Éthiopie, du Soudan et de Lybie) sur le territoire autrichien : 42 000 personnes en 2015 et 90 000 l'année suivante. Si la grande majorité de ces réfugiés a continué sa route vers l'Allemagne, environ 90 000 au total ont demandé asile à Vienne, soit l'équivalent de 1% de la population autrichienne.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la vie politique autrichienne est dominée par deux partis : le Parti populaire (ÖVP) et le Parti social-démocrate (SPÖ) qui se sont formés sur deux clivages : la religion (le premier est le successeur du Parti chrétien-social catholique qui était très lié à l'église catholique) et la classe sociale (le deuxième est l'héritier du Parti ouvrier social-démocrate). En 1975, ces deux partis rassemblaient 93,4% des suffrages ; 84,4% en 1983 mais seulement les deux tiers de l'électorat (66,4%) en 1995 et tout juste la moitié (50,8%) lors des dernières élections du 29 septembre 2013. Par ailleurs, pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les candidats

[1] La coalition gouvernementale sortante rassemble le Parti social-démocrate et le Parti populaire.

des deux partis au pouvoir ont été éliminés de la course présidentielle dès le premier tour de l'élection présidentielle du 24 avril 2016.

Dans les années 1980, deux phénomènes ont modifié le paysage électoral autrichien : l'apparition de nouveaux partis (notamment Les Verts) et la renaissance d'un ancien parti, longtemps demeuré minoritaire, le Parti libéral (FPÖ), créé en 1956. Conséquence : les deux « grands » partis se sont affaiblis, leurs effectifs ont fondu et le nombre de suffrages qu'ils recueillaient a décliné. La baisse de la participation électorale a encore accru cette tendance.

L'Autriche fonctionne sur le principe du Proporzsystem, système corporatiste fondé sur le compromis et le partage du pouvoir entre les deux principaux partis ainsi que sur la coopération entre les syndicats et le patronat.

Une chose est sûre : la coalition sortante ne devrait pas être reconduite à l'issue du scrutin législatif du 15 octobre. Chacun des deux partis a indiqué ne pas vouloir poursuivre la collaboration. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Research Affairs et publiée le 14 septembre, l'ÖVP arriverait en tête avec 35% des suffrages. Il devancerait le Parti libéral (FPÖ), qui recueillerait 25% des voix, et le SPÖ, qui obtiendrait 24% des suffrages. Les Verts-L'Alternative verte, NEOS la nouvelle Autriche (NEOS), parti libéral dirigé par Matthias Strolz, et la Liste Peter Pilz recueilleraient chacun 5% des voix. Au vu de ces intentions de vote, une coalition gouvernementale rassemblant l'ÖVP et le FPÖ et dirigée par Sebastian Kurz semble l'option la plus probable.

LE RENOUVEAU DU PARTI POPULAIRE (ÖVP)

Tout juste élu dirigeant de l'ÖVP, Sebastian Kurz, 31 ans, surnommé Milchbubi (le petit jeune, il est d'ailleurs le plus jeune candidat au poste de chancelier de l'histoire autrichienne), est donc la tête de liste du parti pour les élections législatives. Avant d'être élu – à l'unanimité – dirigeant du parti, le ministre de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères avait posé plusieurs conditions : qu'il puisse modifier les statuts de son parti pour renforcer ses pouvoirs et qu'il ait les mains libres pour désigner les candidats de son parti au scrutin législatif.

Beaucoup de nouvelles personnalités figurent sur les listes présentées par l'ÖVP, y compris certaines non membres du parti et soutenues par d'autres organisations. « Les choses ne peuvent plus continuer comme avant. Changer les têtes n'est pas suffisant, l'ÖVP doit se transformer complètement » a déclaré Sebastian Kurz le 14 mai dernier.

Pour marquer cette évolution d'une atténuation de la référence partisane, le parti se présente sous l'appellation Liste Sebastian Kurz-Le Nouveau Parti populaire.

« Ce qu'il fait est unique en Europe, il essaie de combiner un parti traditionnel avec l'image d'un nouveau mouvement, une sorte de parti hybride en fait » a déclaré Peter Filzmaier, professeur de science politique aux universités de Graz et de Krems. « L'ÖVP va se transformer en parti hybride mélange d'organisation classique et de plateforme ouverte » approuve Fritz Plasser, politologue. « Sebastian Kurz a fait de l'ÖVP un parti à sa mesure et il veut casser le système en profitant de sa jeunesse. Il n'a pas d'offre idéologique précise et reste très mobile pour dépasser les clivages traditionnels » affirme Patrick Moreau, chercheur.

Membre du gouvernement sans interruption depuis 31 ans, l'ÖVP, parti de centre-droit, est bien implantée dans les zones rurales de l'Autriche mais décline dans les villes. Ce sont ces électeurs que Sebastian Kurz veut aller chercher. On a pu lire que la victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle française le 7 mai dernier avait donné confiance au jeune dirigeant autrichien. Si les deux hommes partagent la jeunesse et l'audace, leurs histoires sont néanmoins différentes, ne serait-ce que parce que l'Autrichien représente l'un des deux principaux partis de son pays. En revanche, force est de constater que si l'ÖVP était devancé par le Parti libéral (FPÖ) et le Parti social-démocrate (SPÖ) avant la désignation de Sebastian Kurz, l'arrivée de ce dernier à sa tête a inversé la tendance dès la mi-mai. Depuis cette date, l'ÖVP caracole en effet à la première place dans les enquêtes d'opinion.

Le dirigeant de la droite autrichienne a débuté sa campagne le 6 juin dernier en Basse-Autriche où il a rencontré plusieurs représentants de petites et moyennes entreprises. Il a décidé de mener des Dialogues d'Autriche, soit d'échanger avec des experts dans tous les Länder du pays.

Critique de la politique de portes ouvertes menée par la chancelière allemande Angela Merkel (Union chrétienne-démocrate, CDU) en 2015 comme de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur les migrants, Sebastian Kurz, représentant de l'aile droite de l'ÖVP, est favorable à un durcissement de la politique migratoire. Il souhaite notamment faire cesser les migrations économiques et accroître les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne. Il veut ainsi fermer la route des Balkans, utilisée par les migrants qui désirent se rendre de Grèce vers l'Europe. S'il est élu chancelier, Sebastian Kurz veut réduire le rôle des organisations non gouvernementales qui interviennent auprès des migrants. « Certaines ONG pensent sans doute faire quelque chose de bien en interceptant les bateaux des migrants illégaux en Méditerranée mais en fait, cela ne produit rien de bon mais seulement le chaos » a-t-il déclaré.

« Sebastian Kurz occupe le créneau du Parti libéral, à savoir l'arrêt de l'immigration » affirme Patrick Moreau. Le dirigeant de l'ÖVP tente de couper l'herbe sous le pied des populistes. « Le Parti populaire comme le Parti social-démocrate est devenu un Parti libéral light. Contrôles aux frontières, réduction des allocations familiales pour les étrangers, protectionnisme sur le marché de l'emploi, interdiction du voile intégral... Ils sont en concurrence pour savoir lequel d'entre eux sera le plus proche de la ligne du Parti libéral » analyse Anton Pelinka, politologue.

Sebastian Kurz a également repris au FPÖ le thème du renouveau politique et de l'action pour lutter contre les blocages du système politique. Les populistes ne se privent d'ailleurs pas de l'accuser de les plagier et de leur voler leurs idées. « Le programme économique présenté par Sebastian Kurz est quasiment identique au programme du FPÖ. Nous attendons la présentation par l'ÖVP de son propre programme économique » a ironisé le dirigeant populiste Heinz-Christian Strache au début du mois de septembre. « Sebastian Kurz a placé Heinz-Christian Strache dans une impasse dialectique. Son ambition est de détruire le FPÖ » analyse Patrick Moreau.

Comme chef de la diplomatie autrichienne, Sebastian Kurz s'est également fait remarquer en étant le seul ministre des Affaires étrangères européen à demander la fin des négociations d'adhésion avec la Turquie. Il était également

l'un des rares soutiens du Premier ministre hongrois Viktor Orban (Alliance des jeunes démocrates-Union civique, FIDESZ-MPP).

Avec la désignation de Sebastian Kurz comme candidat au poste de chancelier, Heinz-Christian Strache n'est donc désormais plus le seul à incarner la rupture et le renouveau sur la scène politique autrichienne. Cependant, le FPÖ peut se rassurer en constatant que les questions de l'immigration et de l'asile restent au cœur des débats politiques de la campagne électorale. Les chances pour le parti populiste de siéger au sein du prochain gouvernement n'ont sans doute jamais été aussi grandes depuis plusieurs années. En revanche, celles pour son dirigeant d'accéder à la chancellerie demeurent très minces. Le président de la République Alexander van der Bellen a d'ailleurs indiqué qu'il ne nommerait jamais Heinz-Christian Strache au poste de chancelier même si son parti arrivait en tête du scrutin législatif.

Le FPÖ pâtit finalement du succès de ses idées et fait face à un problème : pour se différencier, il lui faudrait aller plus loin dans ses positions, cependant en devenant plus extrémiste, il risque de perdre des électeurs. Les populistes ont ainsi abandonné l'idée de faire campagne sur une sortie de l'euro à laquelle les Autrichiens ne sont pas favorables.

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE À LA PEINE

Le Parti social-démocrate autrichien a perdu les deux tiers de ses membres et la moitié de ses électeurs au cours des 30 dernières années. Même si ses responsables peinent à le reconnaître, le SPÖ a indéniablement « droitisé » son discours et son action, sauf en ce qui concerne les sujets de société. Le 14 juin dernier, le parti a même ouvert la porte à une alliance avec le FPÖ, option qu'il s'est toujours interdit au cours des 30 dernières années[2]. Depuis 2015, cependant, les sociaux-démocrates gouvernent le Land du Burgenland en coalition avec les populistes. Christian Kern a énoncé un certain nombre de critères auquel devra adhérer tout parti souhaitant gouverner en coalition avec le SPÖ (parmi ces critères, on trouve l'engagement en faveur d'un salaire mensuel minimum de 1 500 €, l'égalité des sexes, une politique pro-européenne).

Le chancelier sortant a admis qu'une coalition avec les

2. Le SPÖ a gouverné l'Autriche en coalition avec le FPÖ entre 1983 et 1987.

Verts-L'Alternative verte et NEOS la nouvelle Autriche (NEOS), parti libéral dirigé par Matthias Strolz, représentait sans doute la meilleure option à ses yeux même si celle-ci lui semble assez peu probable. Emmenés par Ingrid Felipe mais soutenant la députée européenne Ulrike Lunacek pour le poste de chancelier, les écologistes, qui avaient obtenu leur résultat le plus élevé lors des élections législatives du 29 septembre 2013 (12,42% des suffrages), sont désormais à la peine dans les enquêtes d'opinion où ils ne dépassent pas 5% des voix.

« L'Autriche a besoin d'un plan et nous en avons un » a déclaré Christian Kern lors du congrès du SPÖ qui s'est tenu à Vienne en août dernier. Le chancelier sortant aime à dire que même si le Proporzsystem a besoin d'être réformé, le modèle autrichien est, avec le modèle scandinave, l'un des plus égalitaires au monde et qu'il doit être préservé.

Christian Kern fait campagne sur le thème de l'emploi plutôt que sur celui de l'immigration. Il met en avant la reprise de la croissance de l'économie autrichienne après six années difficiles. Il affirme avoir créé 63 000 nouveaux emplois au cours des 12 derniers mois, soit davantage qu'en Allemagne. Il a également souligné que 300 entreprises internationales s'étaient installées en Autriche, où le taux d'investissement (privé et public) est supérieur de 3 points à celui de l'Allemagne.

Le chancelier sortant veut réduire de plus de 5 milliards € les impôts et les contributions sociales des particuliers et des entreprises. Il pense financer cette mesure par une augmentation des taxes sur les entreprises internationales et sur l'héritage. Les sociaux-démocrates désirent également mettre en œuvre une grande réforme de l'Etat qui permettrait à Vienne d'économiser des millions €.

LE SYSTÈME POLITIQUE AUTRICHIEN

Le parlement autrichien est bicaméral. La chambre basse, le Conseil national (Nationalrat), regroupe 183 députés élus pour 5 ans ; la chambre haute, le Conseil fédéral (Bundesrat), rassemble les 64 représentants des neuf Länder du pays.

Les membres du Conseil national sont élus au scrutin majoritaire à Vienne comme dans le Land du Vorarlberg et au scrutin proportionnel au sein des 7 autres Länder divisés

en 43 circonscriptions locales. Chacune des régions désigne entre 7 et 36 députés. Chaque électeur dispose de deux voix : l'une pour se prononcer au niveau national en faveur d'un parti et l'autre pour désigner au sein d'une circonscription locale un candidat en particulier.

La répartition des sièges s'effectue selon la méthode Hare dans les circonscriptions régionales et provinciales et selon la méthode d'Hondt au niveau fédéral. Un parti qui présente des candidats sur l'ensemble du territoire doit impérativement recueillir au moins 4% des suffrages exprimés ou encore un mandat direct – soit environ 25% des voix dans l'une des 43 circonscriptions locales – pour entrer au parlement.

Le vote est obligatoire dans quatre des neuf Länder autrichiens : la Carinthie, la Styrie, le Tyrol et le Vorarlberg. Le jour des élections législatives, il revient à chaque municipalité de décider de l'heure de l'ouverture et de la fermeture des urnes. Depuis le 28 septembre 2008, tout Autrichien âgé de 16 ans est autorisé à voter.

Les partis politiques possédant moins de 3 sièges au Conseil national doivent, pour participer au scrutin législatif, recueillir les signatures d'au moins 2 600 électeurs. Celles-ci doivent obligatoirement être recueillies dans l'ensemble de l'Autriche et réparties comme suit : un minimum de 500 en Basse-Autriche et à Vienne, de 400 en Haute-Autriche et en Styrie, de 200 en Carinthie, au Tyrol et à Salzbourg et de 100 dans le Burgenland et le Vorarlberg.

Le Bundesrat représente les Länder. Chaque Land est administré par un gouvernement (Landesregierung) et une Diète (Landtag). Les Länder sont compétents dans tous les domaines ne relevant pas expressément de l'Etat fédéral : aménagement du territoire, protection de l'environnement, occupation des sols, transports. Chaque Land désigne un nombre de représentants proportionnel à sa population (au minimum 3) pour siéger à la chambre haute (au scrutin proportionnel). Vienne, qui constitue la région la plus peuplée, compte 12 représentants dans cette assemblée. La présidence du Bundesrat revient à un Land différent tous les 6 mois, ceux-ci se succédant selon l'ordre alphabétique.

6 partis politiques sont actuellement représentés au Conseil national:

- le Parti social-démocrate (SPÖ), fondé en 1889 et conduit par le chancelier sortant Christian Kern, compte 52 députés ;
- le Parti populaire (ÖVP), parti de centre-droit créé en 1945 et dirigé depuis le 14 mai dernier par le ministre sortant de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires étrangères, Sebastian Kurz, possède 47 sièges ;
- le Parti libéral (FPÖ), parti populiste de droite créé en 1956 et conduit par Heinz-Christian Strache, compte 40 sièges ;
- Les Verts-L'Alternative verte (DG), fondés en 1986 et présidés depuis le 19 mai dernier par Ingrid Felipe, possèdent 24 sièges ;
- la Team Stronach (TS), parti populiste créé en 2012 par

l'homme d'affaires austro-canadien Frank Stronach, compte 11 députés ;

- NEOS - nouvelle Autriche (NEOS), parti libéral fondé en 2012 et dirigé par Matthias Strolz, possède 9 sièges.

Les Autrichiens élisent également leur président de la République au suffrage universel direct. Alexander Van der Bellen a remporté l'élection présidentielle qui a eu lieu dans le pays en 2016. Le candidat écologiste qui se présentait en indépendant a recueilli, lors du deuxième tour de scrutin du 4 décembre 2016, 51,7% des suffrages contre 48,3% des voix à son adversaire populiste Norbert Hofer (FPÖ).

Résultats des précédentes élections législatives du 29 septembre 2013 en Autriche

Participation : 74,91%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages exprimés	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SPÖ)	1 258 605	26,82	52
Parti populaire (ÖVP)	1 125 876	23,99	47
Parti de la liberté (FPÖ)	962 313	20,51	40
Les Verts-L'Alternative verte (DG)	582 657	12,42	24
Team Stronach (TS)	268 679	5,73	11
NEOS - La Nouvelle Autriche (NEOS)	232 946	4,96	9
Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ)	165 746	3,53	0

Source : Ministère de l'intérieur <http://wahl13.bmi.gv.at/>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.